



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU C.C.A.S**

**N° DLP2019-40 - Séance du 13/10/2019**

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.5. Autres : ordre de réquisition du comptable, communication sur lettre d'

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 14 novembre à 9h35, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 08/11/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 08/11/2019.

**Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR, Marie-France TEXIER.

**Absents représentés :**

Jean-Luc DE LA CLERGERIE représenté par Monsieur Hubert FABRITIUS.

**Absents:**

Jean-Marie COURTES, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

**Secrétaire de séance :**

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

**N° DLP2019-40 – C.C.A.S – EHPAD : MODERNISATION DU RECOUVREMENT DES PRODUITS – ADHESION AU SERVICE DE PAIEMENT EN LIGNE PROPOSE PAR LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES (DGFIP)**

Madame Marie-Thérèse AMALVY rapporte que le décret n°2018-689 du 1<sup>er</sup> août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne prévoit que cette obligation s'impose aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics :

- le 1<sup>er</sup> juillet 2019 lorsque le montant de leurs recettes annuelles est supérieur ou égal à 1 000 000€ ;
- le 1<sup>er</sup> juillet 2020 lorsque ce montant est supérieur ou égal à 50 000€ ;
- le 1<sup>er</sup> janvier 2022 lorsque ce montant est supérieur ou égal à 5 000€.

La DGFIP propose une solution qui permet de respecter cette obligation appelée PayFiP.

PayFiP offre aux usagers un moyen de paiement simple, rapide et accessible par carte bancaire grâce au service TiPi (Titre payable par Internet) mais aussi par prélèvement SEPA (Single Euro Payments Area) unique pour régler certaines factures.

Ce nouveau service permettra de faciliter le paiement des titres de recettes émis par la Collectivité (loyers, encarts publicitaires, redevances, etc.).

Gratuit pour l'utilisateur, il sera accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, dans des conditions de sécurité optimale.

Le coût du service bancaire à la charge de la collectivité s'élève à 0,05 € HT par paiement + 0,25% du montant de la transaction pour les transactions supérieures à 20€ et à 0,03€ par paiement + 0,20% du montant de la transaction pour les transactions inférieures à 20€.

Nous allons au même titre que la Mairie de Baillargues utiliser le site sécurisé de la DGFIP : <https://www.tipi.budget.gouv.fr>.

Il est donc demandé au Conseil d'Administration :

- d'instaurer PayFiP pour l'intégralité des régies, des recettes du budget principal et des budgets annexes du CCAS,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions d'adhésion à l'application PayFiP, ainsi que tout document nécessaire à la mise en place de ce mode de recouvrement.

Où l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'administration **AUTORISE** son Président à instaurer PayFip pour l'intégralité des régies, des recettes du budget principal et des budgets annexes du CCAS et à signer les conventions d'adhésion à l'application PayFip, ainsi que tout document nécessaire à la mise en place de ce mode de recouvrement.

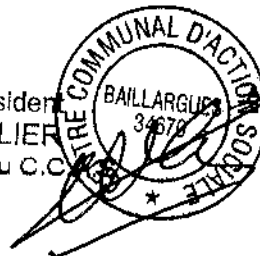
Pour extrait conforme,

Le 13/11/2019

Le Président,

Jean-Luc MEISSONNIER

Pour le Président  
Alain SOULIER  
Vice Président du C.C.



Par délégation du Maire,  
Alain SOULIER

Joint aux relations usagers, aux finances,  
à la commande publique, au personnel,  
au social et aux commémorations

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.*

Envoyé en préfecture le 15/11/2019

Reçu en préfecture le 15/11/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20191113-DLP2019\_40-DE